

Ministère du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État

**Décret n° du ,
portant ouverture et annulation de crédits à titre d'avance
NOR : BCRB1010586D**

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 modifiée relative aux lois de finances, notamment ses articles 13 et 56 ;

Vu la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 et la loi n° 2010-237 du 9 mars 2010 de finances rectificative pour 2010 ;

Vu l'avis de la Commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale, en date du ;

Vu l'avis de la Commission des finances du Sénat, en date du ;

Le Conseil d'État (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Sont ouverts à titre d'avance, pour 2010, des crédits d'un montant de 105 600 000 € en autorisations d'engagement et de 75 600 000 € en crédits de paiement applicables aux programmes du budget général mentionnés dans le tableau 1 annexé au présent décret et inscrits sur des titres autres que celui des dépenses de personnel.

Art. 2. – Sont annulés à cette fin, pour 2010, des crédits d'un montant de 105 600 000 € en autorisations d'engagement et de 75 600 000 € en crédits de paiement applicables aux programmes du budget général mentionnés dans le tableau 2 annexé au présent décret et inscrits sur des titres autres que celui des dépenses de personnel.

Art. 3. – Le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le

Par le Premier ministre :

Le ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État

TABLEAU 1

Intitulé de la mission, du programme, de la dotation	N° du programme ou de la dotation	Autorisation d'engagement ouverte (en euros)	Crédit de paiement ouvert (en euros)
Action extérieure de l'État		600 000	600 000
Français à l'étranger et affaires consulaires	151	600 000	600 000
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales		35 000 000	35 000 000
Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	154	35 000 000	35 000 000
Aide publique au développement		45 000 000	35 000 000
Aide économique et financière au développement	110	15 000 000	15 000 000
Solidarité à l'égard des pays en développement	209	30 000 000	20 000 000
Relations avec les collectivités territoriales		25 000 000	5 000 000
Concours spécifiques et administration	122	25 000 000	5 000 000
Totaux		105 600 000	75 600 000
<i>Dont titre 2</i>			

TABLEAU 2

Intitulé de la mission, du programme, de la dotation	N° du programme ou de la dotation	Autorisation d'engagement annulée (en euros)	Crédit de paiement annulé (en euros)
Action extérieure de l'État		1 553 885	1 179 510
Rayonnement culturel et scientifique	185	1 553 885	1 179 510
Administration générale et territoriale de l'État		1 250 000	900 000
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	216	277 778	200 000
Vie politique, culturelle et associative	232	694 444	500 000
Administration territoriale	307	277 778	200 000
Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales		6 767 766	6 439 829
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	206		797 951
Forêt	149	1 431 167	
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215	5 336 599	5 641 878
Aide publique au développement		52 898	64 414
Développement solidaire et migrations	301	52 898	64 414
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation		231 323	209 688
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	158	196 519	175 498
Liens entre la nation et son armée	167	34 804	34 190
Défense		16 836 788	10 857 800
Préparation et emploi des forces	178	11 982 640	7 624 876
Soutien de la politique de la défense	212	3 134 074	1 865 330
Environnement et prospective de la politique de défense	144	1 720 074	1 367 594
Direction de l'action du Gouvernement		664 554	583 104
Coordination du travail gouvernemental	129	600 982	513 381
Protection des droits et libertés	308	63 572	69 723
Écologie, développement et aménagement durables		17 527 484	12 780 087
Énergie et après-mines	174	5 828 090	2 617 049
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	217	1 158 241	1 023 785
Sécurité et affaires maritimes	205	274 488	249 363
Sécurité et circulation routières	207	125 401	112 704
Infrastructures et services de transports	203	9 070 912	7 909 773
Prévention des risques	181	524 755	388 935
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	113	545 597	478 478
Économie		272 709	571 558
Stratégie économique et fiscale	305		341 316
Tourisme	223	272 709	230 242
Engagements financiers de l'État		425 003	378 202
Majoration de rentes	168	425 003	378 202
Enseignement scolaire		3 377 731	3 088 302
Enseignement privé du premier et du second degrés	139		268 598
Enseignement scolaire public du second degré	141	331 651	294 832
Vie de l'élève	230	2 978 893	2 463 555
Enseignement scolaire public du premier degré	140	67 187	61 317
Gestion des finances publiques et des ressources humaines		6 079 501	5 426 699
Facilitation et sécurisation des échanges	302	1 044 488	935 399
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local	156	4 337 261	3 684 706

Intitulé de la mission, du programme, de la dotation	N° du programme ou de la dotation	Autorisation d'engagement annulée (en euros)	Crédit de paiement annulé (en euros)
Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local : expérimentations Chorus	311	33 435	30 226
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'État	221	169 119	405 614
Fonction publique	148	495 198	370 754
Immigration, asile et intégration		150 838	134 755
Intégration et accès à la nationalité française	104	150 838	134 755
Justice		1 000 000	1 000 000
Protection judiciaire de la jeunesse	182	1 000 000	1 000 000
Médias			1 842 194
Contribution au financement de l'audiovisuel	313		1 147 988
Action audiovisuelle extérieure	115		694 206
Politique des territoires		684 693	601 947
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	112	684 693	601 947
Recherche et enseignement supérieur		28 520 186	12 304 902
Formations supérieures et recherche universitaire	150	17 367 358	1 739 517
Recherche culturelle et culture scientifique	186		307 483
Enseignement supérieur et recherche agricoles	142	3 232 234	3 560 171
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	172	3 415 632	3 415 632
Recherche duale (civile et militaire)	191	128 409	108 010
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	192	2 554 803	1 748 084
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	190	1 821 750	1 426 005
Santé		1 672 329	1 599 702
Offre de soins et qualité du système de soins	171	242 597	216 437
Prévention et sécurité sanitaire	204	1 429 732	1 383 265
Sécurité		555 556	400 000
Gendarmerie nationale	152	277 778	200 000
Police nationale	176	277 778	200 000
Sécurité civile		13 650 804	11 015 476
Intervention des services opérationnels	161	248 505	204 057
Coordination des moyens de secours	128	13 402 299	10 811 419
Solidarité, insertion et égalité des chances		441 450	486 555
Égalité entre les hommes et les femmes	137	9 765	9 686
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	304		44 166
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	124	431 685	432 703
Sport, jeunesse et vie associative		853 197	803 477
Sport	219	385 767	370 244
Jeunesse et vie associative	163	381 900	340 876
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative	210	85 530	92 357
Travail et emploi		565 478	519 434
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	155	441 917	373 231
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	111	123 561	146 203
Ville et logement		2 465 827	2 412 365
Développement et amélioration de l'offre de logement	135	1 033 097	1 161 644

Intitulé de la mission, du programme, de la dotation	N° du programme ou de la dotation	Autorisation d'engagement annulée (en euros)	Crédit de paiement annulé (en euros)
Politique de la ville	147	1 432 730	1 250 721
Totaux <i>Dont titre 2</i>		105 600 000	75 600 000